L'Anarcho-Syndicaliste n°33
octobre 1979
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes

DES MOYENS D'ACTION...

Tous les spécialistes, tous les militants ouvriers font la même constatation: ce sont les salariés qui supportent l'essentiel de la politique d'austérité, découlant de la restructuration mondiale du capitalisme.

Restructuration sans précédent, qui n'est pas un accident de parcours, mais qui répond aux besoins impérieux du capital, confronté à ses propres contradictions, exacerbées par la dislocation et le rétrécissement du marché mondial.

Mais il ne suffit pas de faire ce constat ni de dresser un catalogue des multiples attaques que subissent les acquis de la classe ouvrière.

Il faut tenter de répondre à l'interrogation majeure que se posent les militants: Que faire? Comment agir pour d'abord résister, stopper l'attaque anti-ouvrière, puis, pourquoi pas, passer à l'offensive directe pour imposer de véritables reculs au patronat, à son gouvernement, à l'Etat?

Si l'on est stalinien convaincu, on se contentera de répondre par deux ou trois journées d'action, quelques lâchers de *«ballons revendicatifs»*, ou encore quelques brèves manifestations, qui, en tout état de cause, ne gênent pas l'adversaire de classe, mais au contraire le confortent. G. Séguy, dans son discours de rentrée a déclaré: *«nous n'accepterons pas un consensus antisocial»*. Est-ce à dire que serait acceptable un consensus social, découlant d'une négociation globale à trois (C.N.P.F., gouvernement, confédérations) qui entérinerait quelques hausses sur les bas salaires, mais également la mise en place des *«conseils d'ateliers»*, au nom des nouvelles *«formes de concertation»* proposées par M. Barre, et au nom de la revendication C.G.T.-C.F.D.T. du *«droit des salariés à l'expression dans l'entreprise»*?

Cela ne nous étonnerait pas des staliniens, qui dans le cadre de la coexistence pacifique et du compromis historique, n'en sont pas à une trahison près.

Si l'on est chrétien militant à gauche, donc à la C.F.D.T. corporatiste, on tentera d'expliquer comme Edmond Maire, que le *«syndicalisme est en crise»*, que le *«mouvement ouvrier doit trouver son second souffle»*, et dans cette recherche on ne manquera pas de rappeler à la classe ouvrière les bienfaits de la revendication qualitative opposée aux exigences bassement matérielles, qui de toutes façons ne pourront plus être satisfaites dans une société qui ne sera plus de *«consommation»* (cette diabolique consommation!) mais dont la production devra se rapprocher de la croissance zéro (sobre, dit Giscard).

Mais si l'on est tout simplement syndicaliste, ou anarcho-syndicaliste, comme nous, ou authentiquement réformiste, on repoussera à la fois les stratèges staliniens de division ouvrière, et corporatiste de la C.F.D.T.

Il faut donc proposer aux travailleurs d'autres formes d'action.

C'est à partir de cette constatation que la tentation est grande de répondre comme le font nos camarades du syndicat de la métallurgie C.G.T.-F.O. de Saint-Nazaire. Dans un de leur récent tract, après une analyse correcte sur les *«journées d'action»*, nos camarades écrivent: *«Les travailleurs ont fait l'expérience de ces luttes isolées pour des intérêts professionnels locaux ou régionaux qui n'ont eu d'autre résultat que d'affaiblir la capacité de lutte des ouvriers. Et aujourd'hui la tâche première des*

militants, des vrais défenseurs de la classe ouvrière, c'est d'expliquer le combat pour la généralisation des luttes pour la préparation de la grève générale».

Nous n'avons nullement la prétention de détenir la vérité. Mais nous croyons pouvoir dire fraternellement aux camarades de Saint-Nazaire, que la situation commande d'être particulièrement clair: les grèves tournantes, les journées d'action, suicidaires pour la classe ouvrière, ne doivent pas être confondues avec des luttes, des grèves locales, qui sont souvent nécessaires pour faire aboutir des revendications: la grève illimitée dans une entreprise (illimitée, donc rompant avec la tactique des grèves tournantes) ne doit pas être opposée à une éventuelle ou hypothétique *«généralisation des luttes»*.

Qu'on nous comprenne bien: si une situation comparable à celles de juin 1936 **(1)**, d'août 1953, de 1955, de mai 1968 se présentait, c'est-à-dire si par centaines de milliers les travailleurs se mettaient en mouvement sans avoir reçu de consignes précises, les militants que nous sommes, n'hésiteraient pas une seconde pour assumer toutes leurs responsabilités dans l'organisation de la grève pour lui assurer les meilleures chances de succès.

Mais il nous paraît important de dire aujourd'hui, que toute grève locale, professionnelle, que les travailleurs seraient amenés à déclencher, s'ils estiment nécessaire, doit être soutenue par l'organisation syndicale, pour l'organiser et mettre en place la solidarité nécessaire.

Dans l'état actuel du rapport des forces, des grèves même locales, circonscrites aux limites d'une ou plusieurs entreprises, se terminant dans de bonnes conditions pour les grévistes, sont de nature à renforcer le rapport des forces général en faveur de la classe ouvrière, dans la mesure où elles contribuent à démontrer qu'on peut gagner: obtenir une augmentation des salaires au-delà des indices I.N.S.E.E., des jours de congés supplémentaires, ou la suppression de licenciements, grâce à la grève dans l'entreprise de M. Dupont est incontestablement un résultat qui rehausse la confiance de la classe ouvrière en elle-même, donc sa combativité.

Dans toute l'histoire du mouvement ouvrier, les syndicalistes n'ont jamais opposé la grève illimitée même partielle à l'attente de la grève générale interprofessionnelle.

Pas plus qu'ils n'ont paré de vertus exemplaires la grève générale limitée à 24 heures, et surtout pas de la vertu d'être un détonnateur pour la généralisation.

Certes, il y a une différence de taille entre les grèves générales de 24 heures de 1949, de 1964 ou du 24 mai 1977 à l'initiative de la C.G.T.-F.O., et les *«journées nationales d'action»* rituelles de la C.G.T.

La grève générale de 24 heures a pu être suffisante, à certaines époques, pour relancer la pratique des négociations, pour débloquer une situation de grippage dans la politique contractuelle. Mais nous ne sommes pas du tout convaincus qu'elle le serait aujourd'hui pour obtenir ce dégrippage.

Nous sommes même certains qu'elle ne ferait pas bouger d'un pouce les positions du C.N.P.F. et du gouvernement. Et puis nos camarades de travail sont de plus en plus nombreux (et c'est tant mieux) à se poser la question: *«Et après la grève de 24 heures?».*

Souvenons-nous de la grève générale de 24 heures, la dernière en date, du 24 mai 1977: dès le lendemain, dans les jours et les semaines qui ont suivi, l'action syndicale s'est pratiquement arrêtée dans les entreprises et au niveau des branches industrielles.

S'il est vrai que nous sommes de ceux qui pensent que la classe ouvrière n'a pas été battue en mars 1978, parce que ce combat électoral ne se situait pas sur le terrain de la lutte des classes, nous n'en sommes pas moins de ceux qui savent mesurer l'état du rapport des forces: nous ne sommes pas du tout sur qu'aujourd'hui, un appel à la grève générale de 24 heures connaîtrait un franc succès: et il est des défaites qu'il vaut mieux éviter, jusiement pour préserver les forces.

(1) Curieusement oubliée, dans le tract en question: est-ce parce que cette grève générale s'opposa au gouvernement de *Front populaire* et lui imposa des revendications importantes?

On pourra nous rétorquer que nous tenons des propos peu enthousiasmants.

Nous essayons simplement d'être réalistes, et d'éviter de sombrer dans le *«il faut absolument faire quelque chose à tout prix»*. Car c'est à partir de tels raisonnements que l'on peut se fourvoyer.

Le déroulement de la lutte des classes passe effectivement par des affrontements, qui seront de plus en plus difficiles entre ouvriers d'une part, et patrons-Etat d'autre part.

Ces affrontements, là ou ils se produisent ou se produiront, et dans la mesure où la combativité des salariés le permet, doivent être pris en charge par les militants, avec leur organisation syndicale, pour être conduits dans les meilleures conditions possibles, vers des résultats acceptables. C'est évidemment sensiblement différent que de condamner dans des formules rapides, en faisant l'amalgame entre grèves tournantes et grèves professionnelles, locales (donc partielles) toutes les formes d'action, pour leur opposer la vision d'une grève générale interprofessionnelle illimitée.

Mais le débat reste ouvert.

Jo. SALAMERO.

VICTOIRE À L'I.N.S.E.E. - NANTES

A l'I.N.S.E.E., comme dans toutes les administrations, le plan d'austérité de M. Barre se traduit par une surexploitation des travailleurs. A Nantes les opérateurs ont vu brutalement remises en cause leurs conditions de travail et de rénumération, sous couvert de réorganisation et de redéploiement des moyens: diminution d'un quart d'heure de travail avec perte de 500 F en moyenne, réduction des effectifs, suppression des avantages acquis concernant les compensations pour heures de nuit.

Les opérateurs, malgré leur faiblesse numérique, ont répondu à cette provocation par la grève totale, dans d'unité d'action de leurs syndicats CGT-FO, CGT et CFDT.

Après quatre semaines de grève la direction a dû négocier et reculer sur tous les points: effectifs, maintien du pouvoir d'achat et des avantages acquis.

Un exemple et un encouragement pour l'ensemble de la classe ouvrière.

APRÈS QUARANTE ANS DE FRANQUISME LE MOUVEMENT OUVRIER SE RECONSTRUIT EN ESPAGNE:

La Confédération Nationale du Travail prépare son Congrès pour décembre, elle a besoin de notre aide pécuniaire.

VERSEZ VOTRE PARTICIPATION:

à C. Rouyer - C.C.P. 3894 46 V Nantes en mentionnant: «Solidarité avec la C.N.T.»

ENTRE LE CONGRÈS DU S.N.I. ET LE COLLOQUE DU C.N.A.L.

Le congrès du S.N.I.-P.E.G.C. qui s'est déroulé début juillet n'a pas apporté grande surprise: la majorité U.I.D. s'est même légèrement renforcée au dépend de la tendance U. et A., le suffrage universel par correspondance ayant donné 60,13% des voix en faveur du rapport moral contre 37,83%.

Dans *L'Ecole Libératrice* du 21 septembre le Secrétaire Général du S.N.I. revient sur l'une des préoccupations du congrès de Chambéry: *«Ne devons-nous pas rebâtir une morale laïque?»* et il écrit sans doute à l'intention de Giscard d'Estaing: *«On nous dit: Il n'y a pas d'éducation sans morale. Nous en sommes tout autant persuadés. Mais le "consensus" ne peut exister que si les mots ont bien pour chacun le même sens».*

Un passionnant dialogue en perspective entre bonnes âmes en quête de consensus.

On se souvient que la grande question à l'ordre du jour du congrès portait sur la création du *«conseil de secteur»* (au niveau du C.E.S. et des écoles avoisinantes) et sur le projet de loi Bonnet instituant la gestion tripartite à l'échelon du *«Conseil Départemental de l'Education»*. La résolution adoptée par le congrès est sans équivoque: *«En outre le congrès revendique, au niveau du secteur scolaire et du département dans le cadre d'une gestion tripartite administration, enseignants, représentants des parents, la création de conseils de secteur et de conseils départementaux de l'Education, instances d'étude et de proposition en matière d'aménagement du tissu scolaire et de fonctionnement du service public».*

Un syndicat qui revendique un projet de loi du ministre de l'intérieur! On se croirait en d'autres lieux, ou en d'autres temps...

Bien entendu la section de Loire-Atlantique qui avait pris position contre les conseils d'école et l'équipe éducative ne pouvait avaliser le conseil de secteur et le conseil départemental. Mais la limite de la réaction de sa direction U.I.D. est illustrée par le report systématique des mandats U.I.D. de Loire-Atlantique en faveur de toutes les autres motions U.I.D. du congrès. Mieux, pour n'avoir pas voulu ou pu croiser le fer avec l'appareil U.I.D. de la F.E.N., le bureau de Loire-Atlantique a comptabilisé 68,7 % de voix pour l'approbation du rapport moral de G. Georges (beaucoup plus que la moyenne nationale). Il est vrai qu'avec 965 votants sur quelques 3.000 syndiqués la Loire-Atlantique n'a pas réalisé un score très brillant.

Ainsi se trouve davantage ouverte, après le congrès de Chambéry, la porte de l'école laïque à sa transformation en commuautés enseignantes qui doivent réintroduire l'idéologie à l'école au nom du pluralisme invoqué par Louis Legrand dans la revue *«Ecole et Socialisme»*, et pourquoi pas, lors du prochain colloque du C.N.A.L., au nom des droits de l'enfant!

On prépare activement ce colloque des 13 et 14 octobre dans les colonnes de *«L'Ecole Libératrice»* où un nommé Jean Battut remplace M. Lasserre en tant que spécialiste de la laïcité. Il se trouve que ce nouveau responsable est également premier en liste de l'équipe de rédaction d'*«Ecole et Socialisme»*.

Nous avons lu avec intérêt sa critique d'une expérience morbihannaise qui consiste à associer dans une même école les enfants de l'école privée et ceux de l'école publique. Battut rappelle l'existence de la loi Guerneur qui impose *«le caractère propre»* aux établissements privés et dénonce cette initiative visant *«à la mise en place d'une école pluraliste»*. Nous ne pouvons qu'être d'accord avec lui sur ce point.

Mais cette méthode de nationalisation pluraliste (ou dualiste) condamnée par Battut ne saurait nous faire oublier l'école pluraliste préconisée par son ami Legrand qui - dépassant la loi Guerneur - se fonde sur la *«gestion tripartite d'un service unique d'éducation»* prônée à toutes les pages de *«L'Ecole Libératrice»*. Les petites phrases qui chapeautent les articles de Battut (*«nous souhaitons approfondir le thème du colloque afin d'éclairer d'une lumière nouvelle le vivifiant concept de laïcité»*) ne sont pas

toujours rassurantes; la désignation de Louis Legrand comme rapporteur des personnalités invitées à ce colloque du C.N.A.L ne l'est pas davantage!

Heureusement notre combat contre l'entreprise commune du pouvoir et des néo-socialistes n'est ni désespéré ni isolé. Nous saluons la prise de position de la Libre Pensée dont le congrès s'est tenu à Nantes au mois d'août:

«Le congrès REAFFIRME solennellement son irréductible attachement à la philosophie laïque, impliquant le respect du libre examen, de l'esprit critique, ainsi que tout anti-dogmatisme; met en garde l'opinion contre les altérations que l'on s'efforce de faire subir à cette notion de laïcité dans divers milieux - et qui, sous couvert d'un pluralisme équivoque, tendent à introduire le dogmatisme confessionnel au sein même de l'enseignement public».

C'est, après la condamnation des conseils d'école par la C.G.T.-F.O., la seconde fois qu'une organisation traditionnelle dénonce non seulement le versement des fonds publics à l'école privée mais l'opération qui consiste, au moyen de réformes structurelles et au nom d'une nouvelle *«laïcité»*, à dénaturer l'école laïque et remettre en cause le statut des enseignants.

Telles ne sont pas les craintes manifestées par la tendance U. et A. (animée par la fraction du P.C.F. à la F.E.N.) qui reproche au contraire aux dirigeants du S.N.I. d'avoir exprimé quelques réserves sur l'efficacité des conseils d'école.

Ce n'est donc pas dans l'accroissement de divergences d'orientations qu'il faut chercher les raisons profondes des grandes manœuvres qui se précisent chez les enseignants du P.C.F. Fait inhabituel, la tendance U. et A. organisait en septembre sa propre conférence de presse sur la rentrée, à l'instar d'un mini-syndicat. Fin septembre des militants enseignants du P.C.F. diffusaient un tract appelant à la constitution du *Syndicat Unitaire des Personnels de l'Education Nationale* (S.U.P.E.N.) dont les statuts sont déposés depuis mars, fonctionnant selon la structure du S.G.E.N. et se prononçant, bien entendu, pour l'adhésion à la C.G.T.

Cette initiative dont on ne trouve pas trace dans la presse officielle de la F.E.N. ne semble pas émouvoir ses dirigeants. *«L'Ecole Libératrice»* du 5 octobre se félicite du nouvel accord C.G.T.-C.F.D.T. dans lequel elle revendique une place pour le S.N.I., tandis que *«L'Enseignement Public»* publie côte à côte deux photographies: à gauche, A. Henry et F. Mitterand épaule contre épaule, à droite A. Henry et A. Bergeron autour d'une table ronde.

Après tout, dégagée de l'épine stalinienne, la F.E.N. en aurait le pied plus léger pour assumer un rôle d'agent de liaison... Gardons-nous d'extrapoler sur cette affaire, à suivre. Mais sachons que la direction du P.C. ne décide rien à la légère.

Serge MAHE.

AU CONGRÈS DE LA LIBRE PENSÉE...

Du 22 au 24 août s'est tenu à Nantes le congrès de la Libre pensée à l'organisation et aux débats duquel des camarades de l'U.A.S. on pris part active. Nous publions ci-dessous la résolution générale adoptée par ce congrès.

RÉSOLUTION GÉNÉRALE

La Libre Pensée, association d'éducation sociale et d'action populaire, réunie en congrès national à Nantes les 22, 23, 24 août 1979, renforcée plus que jamais, en raison de la conjoncture actuelle, dans sa position constante de lutte contre les privilèges économiques et en faveur de la justice sociale,

DENONCE le développement du chômage, la diminution du pouvoir d'achat des classes laborieuses, la remise en cause des avantages acquis - sur le plan social - conséquence de la crise provoquée par le système capitaliste et accroissant les inégalités inhérentes à ce système;

TEMOIGNE son entière solidarité aux travailleurs et à toutes les victimes de la politique d'austérité du Pouvoir actuel, et les assure de son soutien dans toutes les luttes entreprises contre cette politique.

STIGMATISE les crimes et exactions accomplis en Iran par le régime Khomeiny et la hiérarchie des Mollah, qui, au 20ème siècle, nous ramènent aux pires moments du fanatisme religieux et de l'obscurantisme; ainsi que le génocide entrepris contre les Kurdes et autres minorités.

RAPPELLE les prises de positions de ses motions et congrès antérieurs relatifs:
- à la défense des droits de l'homme et des libertés individuelles,
- à l'usage abusif de la procédure de flagrant délit,
- aux mesures prises contre les immigrés,
- à la recrudescence du racisme,
- aux campagnes menées par l'épiscopat et les milieux conservateurs contre la reconduction de la loi sur l'avortement.

S'ELEVE contre l'autoritarisme, le secret, l'esprit policier qui caractérisent des entreprises du Pouvoir à l'occasion de la mise en œuvre de l'informatique et de la mise en fiche des individus à travers toutes les manifestations de leur vie privée et publique;

S'INDIGNE de l'absence totale d'une protection civile susceptible de préserver les populations contre les risques de catastrophes dans l'utilisation civile ou militaire de l'énergie nucléaire, ainsi que l'occultation par le Pouvoir de toutes informations en ces domaines;

DENONCE la mystification d'une Droite, dite *«nouvelle»* qui, sous le couvert d'une praséologie pseudoscientifique, réédite les thèses les plus éculées du maurrassisme et du nazisme.

REAFFIRME solennellement son irréductible attachement à la philosophie laïque, impliquant le respect du libre examen, de l'esprit critique, ainsi que tout anti-dogmatisme; met en garde l'opinion contre les altérations que l'on s'efforce de faire subir à cette notion de laïcité dans divers milieux - et qui, sous couvert d'un pluralisme équivoque, tendent à introduire le dogmatisme confessionnel au sein même de l'enseigement public.

RAPPELLE son opposition déterminée à toute aide à l'enseignement privé, confessionnel ou patronal, aux lois Debré et Guermeur, qui garatissent à cet enseignement un *«caractère propre»* non défini, permettant ainsi des atteintes à la liberté de conscience et à la vie privée des membres de cet enseignement, ainsi que l'exercice d'influences dogmatiques sur l'esprit des enfants, législation qui constitue un des plus graves aspects des violations multiples au principe de la séparation des Eglises et de l'Etat.

ESPAGNE...

INTERVIEW DU COMITÉ NATIONAL DE LA C.N.T.

Quelques semaines avant le congrès de la C.N.T. qui doit s'ouvrir en décembre, nous extrayons de l'interview accordée par le Comité National au périodique *«Bicicleta»* les interventions qui nous semblent les plus significatives.

On constatera à leur lecture que ce congrès fondamental mettra en présence non seulement différentes tendances syndicalistes, comme il est normal dans un congrès démocratique, mais que

nos camarades anarcho-syndicalistes auront à affronter un courant anti-syndical dont l'objectif est de transformer la C.N.T. en un *«mouvement»* prétendant transcender l'action syndicale.

Nul doute que le congrès saura trancher et ne laissera pas démunir les travailleurs espagnols de la centrale syndicale authentique dont ils ont tant besoin.

Le Secrétaire Général Enrique Marcos considère qu'en dépit des tensions qui ont ébranlé l'organisation, celle-ci prend forme et devra s'affirmer avant le congrès. Le travail va commencer.

Jésus Garcia (relations extérieures) reconnaît également une plus grande maturité dans la conception de l'anarcho-syndicalisme mais note la survivance de vieux problèmes datant de 1939 posés par la C.N.T. *«en exil».*

Sébastia Puigcerver se présente comme le plus pessimiste - parle d'un degré de décomposition organique alarmant. La C.N.T. a déçu, autant que les autres forces du mouvement ouvrier. Il espère que le congrès relancera l'espoir.

Chema Berro fait état des difficultés rencontrées ces dernières années: *«le fait pour la bourgeoisie de s'ouvrir à la démocratie lui a donné un avantage tactique... Tout le mirage démocratique du peuple est là. C'est une étape qu'il faut franchir avant le désenchantement... La faute de la C.N.T. serait de ne pas profiter des possibilités existantes, de ne pas harmoniser sa trajectoire historique avec la réalité sociale qui se développe».*

Le Secrétaire Général note certes une baisse de l'enthousiasme mais c'est au profit d'une clarification: *«la C.N.T. devra nécessairement être anarcho-syndicaliste et indépendante de toute pression politique dut-elle pour cela recourir à des exclusions».*

Il distingue ensuite les tendances et courants traditionnels à la C.N.T.. qui ont contribué à son enrichissement, et d'autres, sectaires et dogmatiques sans autre effet que la discorde.

Sebas caractérise l'anarchisme espagnol comme un anarchisme ouvrier considérant le syndicalisme comme un moyen de participer au combat social, un facteur de changement. Il se pose aujourd'hui un problème fondamentalement nouveau. A partir d'une conception purement *«culturaliste»* de l'anarchisme, sans racine dans la lutte de classe, certains refusent le syndicat. *«Si quelqu'un n'accepte pas le syndicat, ne croit pas au prolétariat comme moteur de transformation sociale... que diable fait-il à la C.N.T.?»*. Il s'en prend ensuite au bureaucratisme importé de l'exil.

Chema précise: *«il faut un dénominateur commun qui devrait être selon moi: la C.N.T. est une organisation de travailleurs, à structure syndicale et dont le centre est la lutte économique».*

Jésus Garcia déplore, sans en exagérer l'importance, l'existence de groupes de pression autoritaires qui, sous couvert de pureté, ont une pratique anti-anarchiste. Il déplore que, par leur faute, beaucoup de travailleurs s'écartent de la C.N.T. Leur entrée massive résoudrait rapidement ces problèmes *«philosophiques»* et permettrait de se consacrer aux problèmes concrets.

Le problème est là, en effet, souligne Enrique Marcos. Il faudra que le congrès tranche. La C.N.T. doit-elle être une organisation de travailleurs dans laquelle ceux-ci trouvent toute leur place ou une organisation où ils ne figurent que comme un groupe de plus, pas spécialement le plus qualifié (certains groupes ne le jugent-ils pas *«embourgeoisé»)*. Qu'on dise franchement *«notre conception de la C.N.T., bien que nous y soyons, réfute même l'anarcho-syndicalisme».*

Tous les membres du comité s'accordent ensuite sur la nécessité du congrès pour tout revoir *«non pas tant pour changer les principes que pour les réaffirmer. Nous avons besoin de réaffirmations claires et concrètes».*

«Le problème fondamental est que ce soit un congrès de syndicats anarchistes pas un congrès de groupes».

Quels seront les thèmes les plus marquants du congrès?

Celui du fonctionnement interne, puis il faudra définir l'espace politique que la C.N.T. peut occuper dans l'Espagne actuelle, la stratégie syndicale: les objectifs et les méthodes de lutte. Ensuite... toute une série de questions: relations avec l'exil, les autres organisations, etc...

Au sujet de l'appartenance à l'A.I.T. il y a également unanimité au sein du Comité National: *«Nous avons indiscutablement besoin d'une organisation internationale et naturellement cette organisation peut être l'A.I.T. mais ce ne peut être une A.I.T. dogmatique, sectaire, irréelle, comme elle l'a été jusqu'à présent».*

Mais de l'avis général le problème à résoudre au congrès sera la distinction entre une organisation syndicale et un mouvement. *«On ne peut prétendre que la C.N.T. donne toutes les réponses que doit donner le mouvement libertaire en tant que tel. Il y a des aspects de la lutte qu'il faut soutenir, mais nous sommes anarchistes et syndicalistes et l'organisation, qui est constituée de travailleurs doit s'affronter aux aspects les plus urgents de la problématique du peuple en général, ceux qu'on ne peut éluder, qui sont sa raison d'être: la lutte ouvrière révolutionnaire dans une perspective libertaire».*

Le Secrétaire Général conclut: *«Cherche ta propre liberté ici à la C.N.T. ou va faire ta petite révolution en marge de quelque groupe».*

NOUVELLES BREVES...

Le grand prêtre de l'université...

Deux penseurs s'intéressant à la pédagogie s'adressaient ainsi aux enseignants: *«Ce monde ira toujours comme il va, si le trésor des Humanités est réservé à ceux qui en sont les plus "dignes". Au contraire, si l'on se mettait à instruire les ignorants, nous verrions du nouveau»*, disait l'un.

Plus passionné d'éduquer que de transmettre les connaissances, l'autre déclarait: *«Accepter de n'être que les exécutants d'une conception administrative de l'éducation serait réduire à une mécanique de transmission des connaissances la grandeur de l'acte d'éduquer».*

Avant de se livrer au jeu des devinettes précisons que la première citation date du début du siècle, que la seconde phrase fut prononcée il y a quelques jours devant un aréopage des inspecteurs généraux de l'éducation nationale.

Ajouter que l'une émane d'un syndicaliste responsable et l'autre d'un philosophe ne ferait qu'accroître la difficulté.

Dire que l'un s'appelle Alain et l'autre A. Henry c'est tomber dans la facilité.

Miam... Miam...

Nous ne suivrons pas dans leur méchanceté *«le Canard Enchaîné»* et *«Le Monde»* qui s'acharnent contre la famille Giscard d'Estaing pour quelques poignées de diamants qu'il était bien difficile pour notre président de refuser à son excellent camarade de chasse. Jean Bedel Bokassa, dont le curieux prénom serait la transcription de *Saint Jean Baptiste de La Salle* (Jean B.D.L.). n'avait-il pas déjà manifesté sa délicatesse en offrant dévotement une vierge d'ivoire à Mme De Gaulle?

Ce procès mesquin vient ajouter aux soucis qui hantent l'Elysée depuis certaines révélations.

Comment penser en effet, maintenant que l'on connaît mieux Jean Bedel et les appétits pervers qui

se cachaient derrière le sourire de ses dents blanches, alors qu'on découvre encore dans son frigidaire un professeur de mathématiques de l'école Pie XII, comment penser que ce membre de la tribu M'Baka connue pour ses pratiques nécrophagiques se serait départi de ses rites le 5 décembre 1977, jour de son sacre dont il organisa les fastes avec la plus grande minutie?

A l'Elysée personne, à vrai dire, ne croit plus que les sortes de bouchées-à-la-reine servies au début du repas solennel étaient farcies d'abats de moutons comme l'indiquait le menu.

Or, ce 5 décembre 1977, Anémone Giscard d'Estaing représentait la France à Bangui. Après avoir participé aux cérémonies du sacre elle déjeuna à la table des invités d'honneur...

Quand on sait désormais de quoi est faite la chair de la première Dame de France, on demeure consterné.

Que cette douloureuse épreuve serve au moins de leçon à la famille présidentielle. On comprend les civilités entre chefs d'Etat, mais parmi ceux-ci il n'en manque pas qui offrent malgré tout quelques garanties de moralité: Brejnev ne mange pas les morts des goulags, ni Pinochet ses fusillés.

Les droits de la femme...

Les femmes n'en ont pas fini de marcher... Souhaitons que cela leur fasse au moins de belles jambes.

On ne comprend pas l'obstination que met Jean-Paul II, qu'on nous présentait pourtant comme un homme de bien, à refuser aux femmes le droit à l'ordination. Non seulement le maintien de cette brimade séculaire fut ressentie, lors du voyage papal aux Etats-Unis, comme une atteinte à l'égalité des droits mais les propos que Jean-Paul II tenait ce 10 octobre au cours d'une messe à la mémoire de Mgr Uylenbrock, secrétaire du conseil des laïcs, ne font qu'aggraver ses responsabilités:

«Les femmes, disait-il, *doivent trouver le rôle exact qui leur est assigné dans l'Eglise au sein d'organisations laïques».*

Il est intolérable que toutes ces femmes avides d'ordination sacerdotale soient ainsi condamnées à submerger de leur mysticisme militant la C.S.C.V., les A.S.F., la F.C.P.E. et autres organisations innocentes.

Nous nous associerons à toutes les luttes pour que ces malheureuses puissent entrer de plein pied dans l'Eglise, jusqu'à la dernière. Et qu'elles y restent.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes
Nouvelle Série - Mensuel
Prix: le numéro, 3,00 F; Abonnement 10 numéros : 30,00 F; Abonnement de soutien : 60,00 F
C. C. P. ROUYER Claude N° 3 894 46 V NANTES
CORRESPONDANCE : Serge MAHE, 12, rue du Danube 44300 St-HERBLAIN - Tél.: 40-22-78
Le Gérant : A. HEBERT
Imprimerie AUNEAU - NANTES